L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 8 OCTOBRE 1873. 47me Année.

DUPUOY & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI, 8 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—casimir unis et fantaisie, descrins, jeans, etc.

Par Vincent & Co., à leur salle d'encan, aux Nos 42 et 44 de la rue de la Douane—Bottes, souliers et brodequins.

Grande Vente de Draps et Etoffes.— Aujourd'hui, à 10 heures du matin, il sera vendu par le ministère de MM. Hoffman, Marks & Co., à la salle d'encan de la rue de Chartres, No. 38, un vaste assortiment de beaux draps et de magnifiques étoffes de la plus grande fraîcheur. Le tout sera vendu sans réserve, et payable en chèque certifié sur toutes les banques qui font partie de l'association du Clearing House. Voyez l'annonce.

Brandy, Genièvre et Whisky.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

SPECTACLES.

Mercredi, 8 Octobre.
ACADEMIE. Checkmate, comédie.

Les Elections municipales et le Suffrage universel.

Nous lisons dans un journal de Paris, le *Monde*, à propos du suffrage universel, une lettre remarquable, adressée par M. Lallier, président du tribunal de Sens, à M. Raudot représentant l'Yonne, à l'Assemblée nationale qui aura bientôt à résoudre le problème de la représentation municipale. Cette lettre est tout une instruction pour nous. On y trouve en quelques lignes l'histoire de Vollamius, ville étrusque, réduite à toute extrémité par le suffrage universel. C'est l'histoire de nos sociétés communales ou municipales, c'est l'autre manière que jusqu'ici nous avons choisie. Je m'explique.

Une société commerciale se forme avec un capital divisé en trois mille actions égales souscrites par cent-cinquante actionnaires. Sur ce nombre, cent actionnaires (1 prix, chacun, qu'un seul de ces cinquante autres à eux seuls ont souscrit le surplus, soit deux mille neuf cents actions. La société est constituée et tous les actionnaires sont appelés à nommer les membres du conseil d'administration. C'est le suffrage universel. Comment fonctionnera-t-il ? Tous les actionnaires auront-ils une voix égale, et les votes ne compteront-ils par tête ? ou bien chaque actionnaire aura-t-il autant de votes que d'actions ? La réponse à cette question n'a jamais fait l'ombre d'un doute. Ce serait une folie, en même temps qu'une flagrante duperie, de donner dans l'administration de la société une force prépondérante aux actionnaires plus nombreux, mais qui ne représente qu'un trentième de l'intérêt social, et de n'accorder qu'un vote illusoire aux actionnaires moins nombreux, mais qui représentent les 29 trentièmes du même intérêt. Une pareille application du suffrage universel rendrait désormais impraticable la création de toute société civile ou commerciale. Le suffrage universel s'exprimant dans la proportion du nombre des actions a donc été seul et unanimement adopté.

Dans nos sociétés municipales, la caisse commune est alimentée principalement par l'impôt. Les contributions sont établies d'actionnaires dont les versements forment le capital social. Or, quand il s'agit de nommer le conseil chargé de l'administration de ce capital, tous sont appelés. Nous prenons juste le contre-pied de ce que commandent la justice et le bon sens, et nous préférons au vote par tête au vote par action, au suffrage honnêtement pratiqué, celui qui ne l'est pas.

C'est ici qu'il faut saisir sur le fait notre système et que je voudrais de la permission de vous présenter des chiffres.

Nous avons à Sens 3,328 électeurs inscrits sur les listes officielles : 731 d'entre eux ne payent aucun impôt ; le nombre des contribuables portés sur les rôles est de 2,618, qui paient ensemble, tant à l'Etat qu'au département et à la Commune, une somme totale de 219,068 fr. 56 dont 110,373 fr. 56 pour la contribution foncière et celle des portes et fenêtres, et 108,200 fr. 48 pour les contributions personnelle et mobilière et les patentes. Je n'affirme pas que ces chiffres soient ceux de la présente année 1873, mais ils étaient ceux de l'année 1871, sur laquelle ont porté mes recherches. Les données de 1872 et 1873 ne peuvent pas être sensiblement différentes, et il est permis de parler au présent. Nous avons donc d'une part, 2,618 contribuables et 3,328 électeurs inscrits, et d'autre part 219,000 fr., chiffre rond, d'impôts payés.

Contribuables et électeurs se répartissent ainsi, que l'indique le tableau suivant. Je les classe en 27 catégories, autant que les conseillers municipaux à nommer. Les 27 premières catégories, comprenant les 2,497 contribuables électeurs, paient chacune 1/36e de la totalité de l'impôt, soit, sauf un peu plus de 3,400 fr. La 27e catégorie est composée des électeurs qui ne paient aucune contribution.

Numéros des Catégories	Nombre des contribuables de chaque catégorie	Contribuables domiciliés dans la même catégorie	Contribuables domiciliés dans une autre catégorie	Cote la plus élevée de la catégorie.	Cote la plus basse de la catégorie.	Nombre d'électeurs de chaque catégorie.
1	1	—	1	364 25	183	1
2	2	—	2	182 50	91	2
3	3	—	3	90 75	61	3
4	4	—	4	60 50	46	4
5	5	—	5	45 75	37	5
6	6	—	6	36 50	31	6
7	7	—	7	30 75	26	7
8	8	—	8	25 50	23	8
9	9	—	9	22 75	20	9
10	10	—	10	20 50	18	10
11	11	—	11	18 25	16	11
12	12	—	12	16 50	15	12
13	13	—	13	15 25	14	13
14	14	—	14	14 25	13	14
15	15	—	15	13 25	12	15
16	16	—	16	12 50	11	16
17	17	—	17	11 75	11	17
18	18	—	18	11 25	10	18
19	19	—	19	10 75	10	19
20	20	—	20	10 50	9	20
21	21	—	21	10 25	9	21
22	22	—	22	10	8	22
23	23	—	23	9 75	8	23
24	24	—	24	9 50	8	24
25	25	—	25	9 25	8	25
26	26	—	26	9	8	26
Tot.	3 618	0 0	3,328			228

Les chiffres de ce tableau sont parlants. Les premières 24 catégories, qui comprennent 1,316 électeurs, fournissent ensemble les 12/24es de l'impôt, soit environ 102,600 fr. Le dernier vingtième à peine, 17,000 fr., est fourni par les catégories 25e et 26e, qui forment, avec la 27e, un total de 1,912 électeurs.

Il est clair que le vote ayant lieu par tête, la prépondérance est assurée dans les élections municipales à cette majorité de 1,912 électeurs qui ne paie cependant que le tiers des contributions. Cette inégalité peut, si elle le veut, exclure absolument de la représentation communale les 1,316 électeurs qui supportent la presque totalité des charges publiques.

Est-ce juste ? est-ce honnête ?

Dans ces moyens ont établi leur domicile à Sens : l'un y a concentré ses capitaux et construit une usine d'une valeur de 500,000 francs ; autour de lui se sont groupés de nombreux employés et ouvriers. Il a créé un mouvement d'affaires qui se développe et s'étend chaque jour pour le plus grand avantage de la cité ; il verse au percepteur pour les dépenses de l'Etat, du département et de la commune, un supplément d'environ 1,000 fr. L'autre tend la main et vit d'aumônes. Est-il juste, est-il honnête de faire partager, dans le vote, à ces deux citoyens, et de refuser au premier dans l'administration de la caisse communale, une part proportionnelle aux versements qu'il y fait et aux services qu'il rend ?

L'injustice a paru si criante que les publicistes éminents qu'on vient de nous jusqu'à proposer la suppression pure et simple du droit de vote pour quiconque ne paie pas un certain cens. Si l'on adoptait cette proposition et qu'on fixât à 10 fr. par exemple, le minimum du cens électoral, cette mesure supprimerait, à Sens, près de la moitié des électeurs, 1,540 sur 3,328. Ce serait un peu radical. S'il est juste de ne pas donner au hasard des dernières catégories de contribuables une part prépondérante dans les affaires publiques, il ne l'est point de leur refuser toute participation à ces mêmes affaires. Une partie des ressources de la commune de Sens provient d'ailleurs de l'octroi et s'il est vrai que chaque pot de vin, comme les autres, se répartit de lui-même entre les citoyens en proportion de leur fortune, il est vrai aussi que personne, sauf les indigents secourus, n'échappe à cet impôt.

Mais comment fixer la part proportionnelle de chacun ?

Si l'on savait exactement ce qui se passe dans les sociétés civiles et commerciales, il qui ne paient aucune contribution, et prendre pour base du vote le chiffre de la cote la plus minime. Ce serait le montant de la cote personnelle, 2 fr. 25. L'on donnerait alors une voix à l'électeur qui paie 2 fr. 25 seulement, deux voix à celui qui paierait 4 fr. 50, et ainsi de suite à chaque électeur autant de voies, qu'il paierait de fois 2 fr. 25.

Ce mode de procéder n'a que le défaut d'être impraticable. On passerait la moitié de l'année à préparer les rôles et l'autre moitié à dépouiller les scrutins.

Aussi a-t-on, de tout temps, cherché une combinaison qui permît, sans exclure personne et sans se perdre en calculs, d'établir le vote sur une base proportionnelle de l'impôt.

Les Romains, sous les rois, avaient dans ce but, imaginé de répartir les électeurs non pas en 27 catégories, comme je l'ai fait plus haut pour la ville de Sens, mais en 193 centuries, suivant la fortune de chacun. Je n'ai pas besoin d'entrer ici dans les détails d'application ; vous les connaissez mieux que moi. C'était, au fond, le principe admis dans nos sociétés par actions. Dans le monde votait, mais l'importance du vote de chacun était proportionnée à l'importance de sa mise sociale.

La république romaine se trouva si bien de ce mode d'application du suffrage universel, qu'elle n'en voulut plus souffrir d'autre. Au bout de trois siècles, cependant, la composition des centuries n'était plus à peu modifiée ; l'on ne tenait plus le même compte de l'impôt, et le suffrage universel basé sur le nombre seul, comme chez nous, tendait doucement à se substituer au suffrage basé sur l'apport social. Immédiatement le danger fut signalé : et le consul Fabius y pourvut en rétablissant les centuries sur l'ancien pied. Les républicains de Rome attachèrent un tel prix à ce service, qu'en récompense ils décernèrent à Fabius le surnom de Grand : Fabius *Maximus*.

A la même époque, une autre ville, peu éloignée de Rome, Volsinies, aujourd'hui Bolsena, l'une des plus riches cités étrusques, ne savait pas cet exemple. Il paraît que les bourgeois de ce pays, trois cents ans avant l'ère chrétienne, il y a par conséquent plus de deux mille ans, s'étaient engagés des principes que nous avons baptisés, je ne sais pourquoi, du nom de principes de 89. Egalité des hommes entre eux, souveraineté du peuple, suffrage universel égal pour tous, tels les proclamaient dans leur pureté native. Aussi s'étaient-ils empressés d'affranchir leurs esclaves, les admettre dans les comices, et de reconnaître à chaque habitant de la cité, sans aucune distinction, un droit de vote égal, en un mot, le suffrage universel tel que nous le possédons, basé sur le nombre seul. Le suffrage universel fut bientôt à Volsinies, sur les ailes du suffrage universel, l'égalité entre tous et la souveraineté pour tous s'envolèrent ; l'institution du vote égal par tête conduisit tout droit à l'organisation du pillage. La nouvelle couche s'appropria la république, *translata in se republica*, dit Florus. Ce fut le *tour* des bourgeois *de porter la hotte*, selon le mot pittoresque adressé par un électeur vigueron de l'Yonne, en 1848, à l'un de vos confrères en candidature. Tant et si bien qu'un beau jour la majorité, après s'en être donné à cœur joie aux dépens de la minorité, finit par s'attribuer, au moyen d'un vote parfaitement régulier et légal, sur les filles de la bourgeoisie, ce droit qui faisait partie de ceux que la légalité avait reconnus au maître sur l'esclave, et que nous appelons aujourd'hui, avec notre ignorance ordinaire, le droit du seigneur. Pour le compte de la minorité n'y tint plus, elle envoya aux Romains les députés pour implorer leur secours. La majorité l'apprit, et, au retour, se saisit des députés et les égorgea. Ils étaient, en effet, coupables du crime de lèse-majesté nationale ; ils avaient remis la souveraineté populaire et fait appel à l'étranger. Les Romains n'en accoururent pas moins, et, après plus d'un an de siège, mirent le pied à Volsinies et moyennant dans le sang, avec ses défenseurs, le suffrage universel ainsi pratiqué.

Ces enseignements de l'histoire semblent aujourd'hui perdus pour nous. Depuis que nous datons de 89, nous l'avons tous voté, mais l'importance du vote de chacun était proportionnée à l'importance de sa mise sociale.

La république romaine se trouva si bien de ce mode d'application du suffrage universel, qu'elle n'en voulut plus souffrir d'autre. Au bout de trois siècles, cependant, la composition des centuries n'était plus à peu modifiée ; l'on ne tenait plus le même compte de l'impôt, et le suffrage universel basé sur le nombre seul, comme chez nous, tendait doucement à se substituer au suffrage basé sur l'apport social. Immédiatement le danger fut signalé : et le consul Fabius y pourvut en rétablissant les centuries sur l'ancien pied. Les républicains de Rome attachèrent un tel prix à ce service, qu'en récompense ils décernèrent à Fabius le surnom de Grand : Fabius *Maximus*.

A la même époque, une autre ville, peu éloignée de Rome, Volsinies, aujourd'hui Bolsena, l'une des plus riches cités étrusques, ne savait pas cet exemple. Il paraît que les bourgeois de ce pays, trois cents ans avant l'ère chrétienne, il y a par conséquent plus de deux mille ans, s'étaient engagés des principes que nous avons baptisés, je ne sais pourquoi, du nom de principes de 89. Egalité des hommes entre eux, souveraineté du peuple, suffrage universel égal pour tous, tels les proclamaient dans leur pureté native. Aussi s'étaient-ils empressés d'affranchir leurs esclaves, les admettre dans les comices, et de reconnaître à chaque habitant de la cité, sans aucune distinction, un droit de vote égal, en un mot, le suffrage universel tel que nous le possédons, basé sur le nombre seul. Le suffrage universel fut bientôt à Volsinies, sur les ailes du suffrage universel, l'égalité entre tous et la souveraineté pour tous s'envolèrent ; l'institution du vote égal par tête conduisit tout droit à l'organisation du pillage. La nouvelle couche s'appropria la république, *translata in se republica*, dit Florus. Ce fut le *tour* des bourgeois *de porter la hotte*, selon le mot pittoresque adressé par un électeur vigueron de l'Yonne, en 1848, à l'un de vos confrères en candidature. Tant et si bien qu'un beau jour la majorité, après s'en être donné à cœur joie aux dépens de la minorité, finit par s'attribuer, au moyen d'un vote parfaitement régulier et légal, sur les filles de la bourgeoisie, ce droit qui faisait partie de ceux que la légalité avait reconnus au maître sur l'esclave, et que nous appelons aujourd'hui, avec notre ignorance ordinaire, le droit du seigneur. Pour le compte